



FDSEA Sarthe

La Maison des agriculteurs 9 rue Jean Grémillon
72013 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 5 juin 2017

Objet : votre questionnaire à l'attention des candidat-e-s aux élections législatives

Madame, Monsieur,

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions une nouvelle fois de votre invitation à venir débattre dans le cadre des élections législatives. Malheureusement, les sollicitations étant nombreuses, et nos activités par ailleurs intenses, nous n'avons pu venir vous voir. Cependant, nous tenions à répondre à vos questions. Pour vous comme pour nous, les enjeux liés à l'agriculture et l'alimentation sont essentiels. Nous savons que le débat ne s'arrêtera à cette élection. Et nous sommes prêts à vous rencontrer par la suite, éventuellement dans le cadre du Grenelle de l'agriculture et de l'alimentation qui donnera certainement lieu à des débats territorialisés.

Vous connaissez certainement l'angle par lequel les écologistes abordent les enjeux agricoles et alimentaires : il s'agit de garantir la souveraineté et l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et des autres régions du monde dans un contexte de réchauffement climatique en accompagnant le changement vers une agriculture plus économe qui produit une alimentation de qualité, saine et accessible, protège les travailleurs de la terre et l'environnement et assure le renouvellement des ressources naturelles.

Nous estimons le modèle de développement agricole actuel est dépassé, inadapté et inefficace à tous points de vue : environnemental, économique et social. Pour nous, l'agriculture n'est pas un secteur d'activité comme les autres. La vision néolibérale qui s'est imposée condamne une grande majorité de paysan-ne-s de tous les pays à une guerre économique sans fin qui profite avant tout aux géants de l'agrochimie et de l'agroalimentaire. En outre, ce modèle est coûteux pour les contribuables en termes d'aides publiques, par ses coûts de réparation sanitaires et environnementaux et par ses destructions d'emplois.

Face à ce constat, le volet agricole de notre projet « Bien Vivre » (décliné à partir de la page 83) s'organise autour de quatre axes :

1. Placer l'alimentation au cœur des politiques publiques.
2. Conforter et créer des emplois en agriculture, et encourager les initiatives.
3. Préserver la biodiversité, les sols et lutter contre le dérèglement climatique grâce à des modèles plus économes et intelligents basés sur l'agroécologie.
4. Accompagner la transition écologique
5. dans les territoires ruraux

et de trois leviers :

1. Des financements à légitimer et à réorienter de l'Europe aux régions.
2. Une politique foncière audacieuse inscrite dans une loi spécifique.
3. Une politique de formation-recherche-développement réorientée.

* *
*

Nous avons cherché vos propositions pour ces élections présidentielle et législatives, mais nous ne les avons pas trouvés. Nos réponses pourront donc être parfois en décalage avec les six points stratégiques sur lesquels vous souhaitez nous interpeler :

1. l'installation
2. le projet européen
3. les normes
4. la compétitivité
5. la répartition de la valeur de la chaîne alimentaire
6. les retraites

L'installation

L'installation agricole doit devenir une priorité nationale affirmée, objectif auquel doit concourir non seulement la politique agricole, mais aussi la politique de l'aménagement du territoire et de l'espace, de l'emploi, et du foncier. C'est d'autant plus crucial avec les nombreux départs à la retraite actuels et qui se profilent encore à l'horizon. C'est un enjeu de souveraineté alimentaire, c'est aussi un enjeu de dynamique territoriale et rurale.

Les cadres de l'installation ont été pensés très largement par et pour les personnes issus du monde agricole. Or, de moins en moins de jeunes issus de ce monde-là souhaitent reprendre les activités familiales, et nous constatant un mouvement qui se renforce d'année en année : l'installation de néo-ruraux. Les cadres actuels s'avèrent inadaptés pour celles et ceux qui désirent s'installer autrement, sur de plus petites structures, plus légères en capitaux, de manière progressive, commercialiser en circuits courts, créer des activités nouvelles grâce au numérique. Nous devons nous doter de cadres institutionnels et réglementaires favorables à une politique offensive d'activités en milieu rural, reconnaître de pleins droits tous les acteurs de la production dès lors qu'ils en tirent une partie de leur revenu, mais aussi d'ouvrir les aides à l'installation en faisant sauter les verrous des surfaces minimales et d'âge maximum pour l'accès aux soutiens publics avec un plafonnement réel de l'ensemble des aides accordées.

L'un des enjeux de l'installation est aussi l'accès au foncier, qui implique une refondation du partage et du portage des terres. Le droit d'usage doit prévaloir sur le droit de propriété. Le rôle des Safer est déterminant comme le montre les différences entre territoires, c'est pourquoi nous sommes particulièrement attentifs aux réformes nécessaires de cet organisme.

Nous souhaitons dans tous les cas privilégier systématiquement l'installation à l'agrandissement, en interdisant la disparition de sièges d'exploitation mis aux

Europe Écologie - Les Verts Sarthe

normes avec l'aide de financements publics. L'agrandissement des exploitations existantes qui n'est justifié que sur des critères de pérennisation des fermes existantes.

Par ailleurs, nous défendons :

- la mise en place de plans locaux incitant le remplacement d'un départ par l'installation d'un nouvel agriculteur.
- des prêts sans intérêt pour les projets créateurs d'emplois, avec une refondation des critères de bonification des prêts à l'installation sur des critères de durabilité.
- le non-démantèlement de sièges d'exploitations viable.

Le projet européen :

En mettant en œuvre la PAC, les États se sont dotés d'outils puissants permettant d'orienter l'agriculture en fonction d'un objectif stratégique : assurer l'autosuffisance alimentaire. Au sortir de la guerre, cette première grande politique commune a été incontestablement vectrice de paix dans une Europe exsangue.

Les réformes successives ont accompagné la libéralisation des échanges au nom de la concurrence oubliant l'exception « agricole ». Les objectifs de 1999 sur le respect de l'environnement et le développement rural ont montré leurs limites : la destruction de la biodiversité et les problèmes de pollution s'accroissent, les fermes s'agrandissent, et les fractures territoriales s'accroissent. Le toujours plus, plus grand, plus technologique, plus fragile, l'emporte sur le travail de qualité, sur les savoirs-faire, sur la création d'une réelle valeur économique et sur l'impérieuse nécessité de bien nourrir tous les européens.

Nous devons profiter de la pause dans la négociation avec l'OMC, des accords bilatéraux avec les Etats Unis et de l'enjeu des élections actuelles pour écrire une nouvelle page de l'histoire agricole européenne. Ne pas oser la réorienter durablement c'est prendre le risque de sa disparition après 2020.

Quel nouveau sens donner à la PAC ? Nous nous mobilisons pour la reconnaissance d'une Politique Agricole et ALIMENTAIRE Commune. Cet axe est devenu indissociable de toute politique agricole. Nous souhaitons par ailleurs inscrire la SANTE au cœur de la Politique Agricole, comme exigence devant les citoyens et engagements du monde agricole à produire une alimentation saine et de qualité, l'AB étant le meilleur exemple d'un produit cultivé sainement, aux qualités organoleptiques supérieures.

Nous regrettons que la PAC favorise actuellement les grandes et les très grandes exploitations, largement subventionnées au détriment des plus petites qui peu à peu disparaissent, empêtrées dans des difficultés inextricables et c'est un constat alarmant. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour un plafonnement des subventions. Car l'absence de plafond encourage les courses à l'agrandissement pour des seules fins financières, et vers des systèmes pervers, qui plus est peu créateurs d'emplois. Nous souhaitons au contraire favoriser le développement des exploitations à taille humaine produisant une nourriture saine et de qualité permettant

Europe Écologie - Les Verts Sarthe

aux agriculteurs de vivre de leur travail payé un juste prix, sans être tributaires de subventions pour survivre et être endettés en permanence.

Voici quelques propositions concrètes qui répondent à nos objectifs :

- Redéfinir les objectifs de la PAC non modifiés depuis 1957.
- Réguler les marchés agricoles et alimentaires par la maîtrise et la répartition des volumes.
- Réactualiser nos systèmes tarifaires au niveau européen afin de protéger nos marchés intérieurs et nos productions notamment celles sous signes officiels de qualité.
- Rémunérer la création de services environnementaux et socio-économiques sur les fermes autour de la notion de « biens publics » rendus par l'agriculture.
- Réorientation des aides conditionnées à la durabilité des pratiques agricoles et orientées vers l'emploi.
- Une aide socle à tous les agriculteurs afin de soutenir les petites fermes et d'éviter leur disparition.
- Des aides plafonnées par exploitation.
- Des aides qui rémunèrent les biens publics environnementaux et sociétaux : bonne qualité de l'air et de l'eau, biodiversité, valorisation des paysages, préservation des sols, adaptation au changement climatique...
- Des politiques publiques au service d'un développement rural équilibré.
- 50% du budget européen consacré à l'agriculture et au développement fléchés sur la demande intérieure pour financer les repas en restauration collective à partir de produits sains et locaux ; des outils de transformations de produits alimentaires à dimension humaine (de l'abattoir multi-espèces à la légumerie) ; l'installation en agriculture biologique paysanne et durable en assurant le financement de toutes les conversions et le maintien en agriculture biologique pour rémunération des services rendus ; le maintien d'une agriculture diversifiée et durable : interdiction des OGM, autorisation de la sélection génétique végétale et animale par les paysans en lien avec leur territoire, encouragement plus important à l'autonomie protéique pour mettre fin au pillage des pays en voie de développement et accroître la valeur ajoutée sur les exploitations ; une politique de revitalisation agronomique des sols (Plan climat) ; des mesures de soutien au développement des filières équitables Nord/Nord.

L'Europe doit aussi à nouveau jouer son rôle de régulateur des marchés alimentaires. L'abandon des quotas laitiers, comme nous l'avons anticipé, est une grave erreur. Nous prônons donc une régulation des marchés par une gestion de l'offre (quotas de production...) et de la demande (nécessité d'une protection aux frontières, politique alimentaire) et de l'équilibre offre-demande (stockage, gestion de crises...) ce qui implique aussi une action forte sur les mécanismes financiers spéculatifs sur les matières premières agricoles mis en œuvre par des acteurs financiers sans rapport avec l'activité agricole autre que l'obtention de profits immédiats. Plus qu'un fonds spécifique de régulation des crises qui en accepte donc la survenue régulière, c'est par la régulation des volumes et des prix, l'instauration de mesures contra-cycliques, la limitation du soutien à l'exportation des produits que agroalimentaires et transformés, qu'on assurera un revenu décent et stable aux

Europe Écologie - Les Verts Sarthe

producteurs avec des perspectives à moyen terme au lieu des incertitudes quotidiennes actuelles.

Les normes :

C'est un sujet délicat : les normes ont pour objectif de nous protéger ainsi que de protéger notre environnement. Mais il arrive aussi qu'elles soient pensées de manière trop technocratique et en arrivent à perdre leur sens au contact de la réalité.

En tant que parlementaires, nous serons donc toujours à votre écoute concernant les normes existantes, ou à venir, afin de nous assurer de leur justesse et de leur efficacité.

Par contre – et vous le savez bien-, ne comptez pas sur nous pour adopter un discours démagogique et populiste anti-normes : de manière générale, les normes sont un outil de régulation nécessaire et répondant à l'intérêt général pour :

- garantir la qualité du produit, attester sa provenance et sa traçabilité.
- comparer les produits ayant des origines diverses et les valoriser.
- prévenir les risques sanitaires pour éviter des incidents qui peuvent être graves.
- réduire les pollutions diverses liées à l'activité agricole.
- Préserver notre santé.

Les citoyen-ne-s acceptent de moins en moins de subir des atteintes à leur santé. Ils sont de plus en plus méfiants que ce soit pour les produits de cosmétologie, les produits d'entretien mais plus particulièrement pour les produits alimentaires comme les céréales et le pain, les fruits et légumes, les viandes, les produits de la mer, les produits laitiers. Ils demandent la diminution de l'utilisation des pesticides, des divers produits chimiques lors de la culture, de l'élevage, de la transformation, ils veulent consommer des produits sains, sans avoir de craintes pour eux et leurs proches.

Les normes vous protègent aussi vous, les agriculteurs et agricultrices, qui lors de votre travail subissez les effets néfastes des substances chimiques. Vous devez prendre des précautions contraignantes afin d'éviter les maladies, reconnues depuis 2011 comme maladies professionnelles. Des lanceurs d'alerte parlent de différents type de cancers, tumeurs malignes, de la maladies de Parkinson, d'Alzheimer mais aussi de maladies qui nous semblent plus anodines, comme les allergies et les maladies respiratoires, affections qui pourtant peuvent être lourdement handicapantes.

La compétitivité :

La course à la compétitivité est sans fin. Elle est incompatible avec une agriculture saine et de qualité. En effet, la différence de niveau de vie parfois très importante entre les pays européens et au-delà ne peut plus garantir une égalité de revenus pour des produits équivalents. Ceux des pays moins riches de l'est et du sud seront toujours moins chers. Cette course effrénée est humainement malsaine, elle conduit à écraser son collègue, elle pousse à une sous-rémunération, elle oblige à un nivellement par le bas du métier.

Nous voulons une exception agricole comme il y a une exception culturelle. L'alimentation est un besoin de base. La production alimentaire doit tout simplement être protégée des dérives de l'économie de marché néo-libérale.

C'est aussi le sens de notre forte mobilisation contre le CETA avec Yannick JADOT, au travers des débats sur les OGM, le Bien-être animal et les risques pour les agricultures des deux côtés de l'atlantique. Yannick JADOT y a défendu un modèle agricole, sanitaire, économique et sociétal incitant à repenser une agriculture qui rémunère les paysan-ne-s, fait vivre les territoires et produise une alimentation de qualité pour toutes et tous.

Si un jour vous décidez de mener également ce combat, nos forces pourront se conjuguer pour obtenir gain de cause.

La répartition de la valeur de la chaîne alimentaire :

La rémunération du travail des agriculteurs est aujourd'hui un pur scandale. Bien entendu, les pouvoirs politiques doivent faire leur maximum pour garantir un cadre assurant un équilibre des forces.

Mais nous pensons aussi que vous avez un rôle crucial à jouer pour inverser la vapeur. Pour y arriver, un maître mot : la solidarité et la coopération. Quelques exemples issus de l'agriculture biologique montrent qu'en se serrant les coudes, on peut influencer sur la garantie des prix.

Nous pensons bien entendu à Biolait, qui a été mis en avant lors de la crise laitière de 2009. Mais il y a aussi Unebio, moins connu du grand public. Leur fonctionnement est exemplaire et montre que quand on joue collectif, que l'on accepte de partager les risques et les avantages, cela fonctionne. Ils arrivent à lisser les prix, pour contrer les fluctuations incompatibles du marché avec le vivant, se donner de la visibilité et se garantir des revenus justes : quelles que soient les années, les revenus des adhérent-e-s sont stables. Les bonnes années, ils acceptent de toucher un peu moins que le prix du marché pour capitaliser et investir. Les mauvaises années, l'entreprise endosse le rôle de matelas de sécurité et rémunère à perte. Ces exemples offrent des perspectives d'avenir si vous arrivez à peser ensemble et à partager.

Dans tous les cas, il faut assurer une rémunération minimale du travail agricole pour les agriculteurs qui rentrent dans les règles de l'écoconditionnalité, équivalente à ce que l'on peut attendre dans d'autres secteurs d'activité (le Smic, en France, par exemple).

Les retraites

C'est une honte qu'après avoir travaillé toute sa vie, un paysan ou une femme de paysan se retrouve dans une situation de grande pauvreté. C'est une question de justice sociale mais aussi un enjeu de l'installation (quel jeune veut s'installer en sachant que ses vieux jours seront sous la signe de la pauvreté ?).

Europe Écologie - Les Verts Sarthe

Les retraites ont été pensées comme celles des commerçants, c'est à dire fondées d'abord sur la valorisation du capital du cédant et complétées par une pension. Or en agriculture une partie importante du capital investi n'a plus de valeur à la retraite, car amorti (bâtiments) ou obsolète (salles de traite, etc..). Notre objectif est d'assurer la parité entre la retraite des agriculteurs et celle des salariés. Nous proposons à cet effet :

- un montant minimal des pensions de retraites pour assurer un revenu suffisant.
- de limiter fortement la superficie de la parcelle dite de subsistance.
- de fusionner la MSA avec le régime général.

* *
*

Nous sommes souvent en apparence opposés, nous écologistes, et vous, adhérent-e-s de la FNSEA. Nous espérons que peu à peu, nous arriverons à porter des combats communs, comme par exemple celui de l'artificialisation des terres nourricières.

Un autre point non soulevé dans vos thématiques est celui du désarroi et des suicides. Nous nous engageons à renforcer l'accompagnement préventif des agriculteurs et la mise en réseau (via un système de parrainage par exemple) pour éviter les suicides et permettre aux plus fragiles d'effectuer en priorité une transition écologique valorisante et offrant des perspectives. Nous connaissons toutes et tous de belles histoires de rebondissements de vie grâce à l'appui de structures comme Solidarité Paysans. Nous voulons que chacun et chacune puisse saisir l'opportunité de la crise pour retrouver un cap.

En espérant avoir répondu à vos questions, et en espérant que nous aurons des occasions d'échanger de vive voix,

Isabelle Sévère
Candidate sur la 1^{ère}
circonscription de la
Sarthe

Elisabeth Sesma
Candidate sur la 2^{ème}
circonscription de la
Sarthe

Dominique Trichet-Allaire
Candidate sur la 3^{ème}
circonscription de la
Sarthe

Alexis Braud
Candidat sur la 4^{ème}
circonscription de la Sarthe

Sophie Bringuy
Candidate sur la 5^{ème}
circonscription de la Sarthe

Europe Écologie - Les Verts Sarthe

81 rue Nationale – 72 000 Le Mans -

-
- 02 43 782 781